



Diplomatie, armée, entreprises

FRANÇAFRIQUE, LA FAMILLE RECOMPOSEE

Un livre de l'association **Survie** www.survie.org

Sortie en librairie le 2 octobre 2014

Coordination: Thomas Noirod et Fabrice

Editions **Syllepse** www.syllepse.net

Contact presse - Ophélie Latil

ophelie.latil@survie.org - 01 44 61 03 25

I PRESENTATION



L'expression «Françafrique» est popularisée par l'association Survie dès les années 1990 sous la plume de François-Xavier Verschave pour dénoncer les pratiques néocoloniales de l'État français.

Alors que le terme, parfois vidé de son sens, s'est imposé dans le débat public, comment la Françafrique s'est-elle recomposée ces dernières années, notamment sous une présidence socialiste qui clame sa disparition ? Une politique prétendument « normalisée » vis à vis de l'Afrique est-elle compatible avec le soutien toujours apporté par l'exécutif français à des régimes dictatoriaux, sur fond de préservation d'intérêts jugés stratégiques ? Quel sens donner au «retour à l'Afrique» qui semble s'imposer au plan politique, économique et surtout militaire, comme l'illustrent l'interventionnisme au Mali, en Centrafrique et le repositionnement de l'armée française dans plusieurs pays ? Quelle est la réalité de la concurrence internationale pour « nos entreprises », comment se sont-elles adaptées à la mondialisation et aux différentes évolutions de la relation franco-africaine dans un contexte où la diplomatie économique s'affiche de manière totalement décomplexée ?

En s'intéressant successivement aux **trois principaux pouvoirs** (politique, militaire et économique) qui déterminent la politique africaine de la France, les contributions rassemblées dans cet ouvrage proposent des réponses à ces questions et offrent ainsi une analyse actualisée de ce que continue d'être la Françafrique aujourd'hui.

CONTRIBUTEURS

Thomas Deltombe

Alain Deneault

Raphaël Granvaud

Thomas Noirot

Benoît Orval

Fabrice Tarrit

Odile Tobner

Les contributeurs de cet ouvrage sont des militants, chercheurs, écrivains mobilisés dans le combat contre la Françafrique de l'association Survie

II SOMMAIRE

Introduction : Encore la Françafrique ! ? (*lien disponible en lecture sur le site de survie.org*)

PREMIERE PARTIE : LES RECOMPOSITIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES DE LA FRANÇAFRIQUE

Fabrice Tarrit

1. une république de tradition Françafricaine
2. le PS et l'Afrique, de Mitterrand à Hollande
3. l'équipe de Hollande prend les commandes, sans changer le cap
4. des offensives idéologiques pour nier et camoufler les zones d'ombre
5. les acteurs africains du système : d'Omar à Ali Bongo, de Ben Ali à Benghazi
6. en France, le poids écrasant de l'exécutif et des conservatismes

Conclusion de la 1^{ère} partie

DEUXIEME PARTIE : PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE : LE RETOUR AUX FONDAMENTAUX ?

Raphaël Granvaud

1. nouvelle doctrine et vieilles pratiques : l'ingérence militaire française perpétuée
2. la France au Mali : Hollande et la « guerre contre le terrorisme »
3. les leçons de Serval et l'armée française à la reconquête de l'Afrique

TROISIEME PARTIE : MULTINATIONALES FRANÇAISES : ENTRE FRANÇAFRIQUE ET MONDIALISATION

Thomas Deltombe, Alain Deneault,

Thomas Noirot, Benoît Orval

1. de l'empire français à la Françafrique : ces entreprises qui ont profité du système (néo)colonial
2. le grand tournant néolibéral : vers l'intégration du cadre français dans la globalisation de l'économie
3. la « nouvelle ruée vers l'Afrique » est-elle si défavorable aux intérêts privés français ?
4. vers une typologie des multinationales françaises

Conclusion de la 3^{ème} partie

CONCLUSION GENERALE - FRANÇAFRIQUE, LE RETOUR A LA « NORMALE » ?

POSTFACE

Odile Tabner

III LES AUTEURS

Pour rédiger une chronique du livre, obtenir des visuels ou **interviewer un de nos contributeurs**, contactez ophelie.latil@survie.org

DIPLOMATIE

Fabrice Tarrit est Président de Survie et auteur de la première partie, sur le pouvoir politique et les recompositions au sein de la gauche française

ENTREPRISES

Thomas Noirot est rédacteur en chef de Billets d'Afrique et est un des quatre auteurs de la partie du livre consacrée aux entreprises françaises en Afrique.

ARMEE

Raphael Granvaud est notamment l'auteur de « Que fait l'armée française en Afrique ? » publié aux éditions Agone en 2009.



IV INTERVIEW CROISEE DES AUTEURS

« A BIEN DES EGARDS, LE SCANDALE CONTINUE »

Entretien avec **Fabrice Tarrit**, Président de Survie, auteur de la première partie, sur le pouvoir politique et les recompositions au sein de la gauche française, extrait du *Billets d'Afrique* (octobre 2014).



Sans remonter jusqu'à Foccart, de plus en plus de commentateurs, de décideurs ou de chercheurs disent que les relations franco-africaines ont changé. Moins de scandales, des relations diplomatiques plus saines et des interventions militaires désormais multilatérales...

Depuis douze ans que je suis à Survie, je n'en finis plus d'entendre parler de la fin de la Françafrique et à chaque fois l'actualité nous rattrape : un scandale financier, un procès, une intervention militaire française unilatérale,

l'accueil d'un dictateur à l'Elysée, etc. Des articles recommencent alors à fleurir et des hommes politiques (forcément dans l'opposition) promettent qu'ils mettront fin à ce qu'eux même ont désigné comme appartenant au passé du temps où ils étaient au pouvoir. C'est ce qu'on a observé avec Nicolas Sarkozy puis François Hollande. Survie a décrit dans de nombreux écrits ce qu'il en a été de la « rupture » de Sarkozy. Rappelons-nous de ses relations avec Bolloré, Bourgi, Bongo, de son aventurisme avec puis contre Kadhafi, l'intervention militaire en Côte d'Ivoire en soutien à son ami Ouattara, le discours raciste de Dakar, les éloges à Foccart ou aux parachutistes de Kolwesi. Un condensé de 50 ans de Françafrique en seulement 5 ans. Pour Survie, ce qui compte ce n'est pas tant la pertinence d'un terme que la réalité des phénomènes et mécanismes qu'il englobe. En ce sens, c'est peut-être la deuxième partie du titre de l'ouvrage « La Françafrique : le plus long scandale de la République » qui doit être mis en lumière avec des faits récents. Ce scandale continue-t-il en 2014 ? Est-il toujours vrai que le pouvoir exécutif français a la mainmise sur la politique étrangère, qu'il entretient des relations particulières avec certains États et leurs dirigeants, dont il tait les crimes en échange de « services » ? Est-il toujours vrai que le Parlement dispose de peu d'instruments de contrôle sur l'exécutif, que l'armée joue un rôle prépondérant sur certains dossiers concernant l'Afrique ? Le Franc CFA est-il enfin devenu un outil au service des économies africaines, géré par une organisation africaine ? Y a-t-il (enfin) une génération de décideurs prête à affronter le passé de la France, à remettre en cause des

positions économiques, stratégiques, jugées acquises, à affronter des figures politiques, médiatiques, militaires qui ne veulent pas du changement ? Ce sont ces sujets qui nous préoccupent et auquel nous entendons apporter des éclairages et analyses. Ce sont ces thèmes que nous avons agités devant les candidats à la présidentielle de 2012 et c'est à la lumière des réponses qui ont été apportées, ou plutôt qui n'ont pas été apportées, que nous pouvons mesurer la réalité du changement annoncé.

Vous n'avez pas cru aux promesses de « changement » ?

A bien des égards, le scandale continue, comme l'illustrent en particulier le regain de l'ingérence militaire française en Afrique (Mali et Sahel, de Serval à Barkhane, Centrafrique), le retour en grâce de certaines figures de la Françafrique comme le Tchadien Idriss Déby, le suivisme du Parlement, la mise en scène d'événements diplomatiques comme le Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique, en décembre 2013, la négation d'Etat sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda. Davantage qu'un changement, c'est à une recomposition de la Françafrique, dans ses dimensions politiques, diplomatiques, militaires et économique que nous assistons. C'est ce que nous avons voulu décrire et documenter dans l'ouvrage collectif que nous venons de publier aux Editions Syllepse. Cet ouvrage actualise ainsi la grille de lecture faite par Survie des relations franco-africaines, 20 ans après que Survie et Verschave aient découvert le pire de ce

dont cette politique a été capable, au Rwanda, entre 1990 et 1994.

La « photo de famille » en couverture de l'ouvrage illustre donc cette idée de recomposition des personnages clés de la Françafrique ?

Nous revenons largement dans la première partie du livre sur la recomposition des réseaux politiques et diplomatiques de ces dernières années, sur la génération politique actuellement au pouvoir en France et sur ses liens avec les dirigeants africains.

Tandis que la droite continue à entretenir les relations tissées sous Chirac ou Sarkozy et s'affiche parfois ostensiblement aux côtés de dictateurs africains comme lors du Forum Forbes Afrique, le PS a mis aux postes clés des personnalités conservatrices comme Le Drian ou Fabius. La diversion du ministère du Développement de Pascal Canfin, dépourvu de tout contenu politique, n'a pas fait long feu.

Au contraire, il a même consacré l'absence de volonté de revenir sérieusement sur la logique de l'aide, de réfléchir aux racines du sous-développement. On parle même aujourd'hui de comptabiliser les dépenses de « sécurité » en aide au développement.

Les ONG protestent mollement. Le Parlement a voté en bloc la nouvelle « loi sur le développement », et entériné toutes les décisions du gouvernement en matière de politique étrangère.

En Afrique, les dinosaures sont encore bien en place au Cameroun, au Congo, au Gabon, au Burkina, à Djibouti. Hollande a dû composer



le sécuritaire Manuel Valls, navigue à courte vue. La logique de guerre surdétermine tout.

La mobilisation citoyenne, en France et en Afrique, reste indispensable pour espérer un jour réorienter cette politique.

avec eux pour imposer sa stratégie militaire, même s'il met souvent en avant des dirigeants plus jeunes ou plus « présentables », comme le Nigérien Issouffou, le Sénégalais Macky Sall, sans oublier l'Ivoirien Ouattara, qui doit tant à la France et qui se maintient au pouvoir en toute impunité.

Lors de rendez-vous internationaux comme le sommet de l'Union Africaine, la conférence de Bruxelles sur la reconstruction du Mali ou le Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité, Hollande a endossé le rôle de chef de famille, dans lequel il s'enferme désormais, sans avoir le moindre recul sur les effets à terme de sa politique en termes de démocratie, de stabilité, de développement.

La politique menée par Hollande et son gouvernement, dirigé par

Francafrrique et globalisation

Thomas Noirod est un des quatre auteurs de la partie du livre consacrée aux entreprises françaises en Afrique. Il revient sur leur démarche, et sur la déclinaison Françafrique de la mondialisation, entre concurrence mondiale et transnationalisation des firmes.

Billets d'Afrique : Puisqu'il s'agit d'une actualisation de l'analyse de la Françafrique, pourquoi êtes-vous repartis de l'époque coloniale ?

Nous repartons de faits anciens pour deux raisons : pour rappeler, bien sûr, l'héritage historique et l'ancrage particulier des entreprises françaises en Afrique francophone ; mais aussi et surtout pour insister sur la complexité de la relation public/privé. On parle souvent de l'administration coloniale au service des intérêts privés, ce qui est bien sûr vrai, mais il est important de rappeler que, symétriquement, les intérêts privés étaient aussi mobilisés au profit du projet colonial, d'un idéal de domination en quelque sorte. La période charnière des indépendances illustre cette dialectique, avec des stratégies explicites de maintien d'influence française grâce à l'emprise économique de l'ex-métropole – mais aussi par le biais des entreprises, pas uniquement des institutions publiques comme le Franc CFA, l'aide au développement et le piège de la dette. A l'heure actuelle, on retrouve les ingrédients de ce mélange dans les discours fumeux sur l'influence française, où la diplomatie se place au service «

de l'emploi » (en réalité, des employeurs) mais où le rôle de maillage économique des entreprises françaises est également mis en avant comme un levier d'influence politique.

Vous revenez sur la concurrence internationale, notamment celle de la Chine, est-ce pour dire qu'on en fait trop à ce sujet ?

Plutôt qu'on l'instrumentalise. Car en dépit des sérieuses précautions qu'il faut prendre avec les statistiques officielles, brouillées par les participations croisées et les montages financiers dans les paradis fiscaux, la baisse globale des parts de marché françaises en Afrique est avérée. Mais d'une part, les entreprises françaises sont encore en tête dans la plupart des pays du pré carré français, même si la concurrence s'y est aussi développée.

D'autre part, dans la mesure où le « marché » africain est devenu nettement plus important qu'il y a quinze ans, des parts relativement plus petites sont tout de même synonymes de chiffres d'affaire plus importants dans l'absolu, et il en est a fortiori de même pour les profits. Donc la concurrence n'empêche pas nécessairement les entreprises françaises de gagner en Afrique plus d'argent aujourd'hui qu'hier. Au final, le chiffon rouge de la « Chinafrique », utilisé pour caractériser une relation qui est surtout économique (alors que la Françafrique est aussi et surtout politique et militaire), est un prétexte bienvenu pour légitimer un discours désormais complètement décomplexé sur le positionnement de la France dans le pillage généralisé de l'Afrique, vu comme une opportunité pour sortir l'économie française de la crise.

N'est-ce pas contradictoire de souligner la dénationalisation des grandes firmes tout en continuant à parler d'entreprises françaises ?

Nous insistons en effet sur la transnationalisation des entreprises, qui peut mener à une forme de « dénationalisation », dont l'archétype est par exemple l'entreprise de courtage Glencore, qui investit et désinvestit dans différents pays au gré d'une stratégie financière débarrassée de toute attache « nationale », y compris vis à vis de la Suisse où la firme a son siège. Le recours à de complexes montages financiers dans les paradis fiscaux, judiciaires et réglementaires, est essentiel à cette transnationalisation et brouille les statistiques officielles (y compris pour la Chine, d'ailleurs).

Mais pour autant, toutes les entreprises ne sont pas des Glencore ! Si en France on trouve des firmes qui tendent progressivement vers ce « modèle » comme **Axa**, ou comme **Total** pour un exemple plus connu en Françafrique, il reste aussi beaucoup d'entreprises bien moins avancées dans ce processus lié à la mondialisation, notamment celles basées sur un contrôle « familial » du capital. Finalement, il nous a semblé que le meilleur moyen pour souligner à la fois ce processus (une « déclinaison française » de la mondialisation) et l'écart qu'il peut exister entre des firmes comme Total d'un côté, et d'autres comme **Somdiia** ou Castel à l'opposé, c'était de proposer une typologie. Celle-ci cherche à refléter l'importance de la Françafrique dans la stratégie de la firme.

En revanche, pour des firmes que nous qualifions « d'héritières », comme Castel ou la **Compagnie Fruitière**, la Françafrique semble

être une condition essentielle au maintien de leurs profits.

Ça ne veut pas dire, hélas, qu'elles sont les seules à avoir un intérêt dans le maintien au pouvoir de régimes criminels : Total aussi, mais son existence n'en dépend pas.

Et des entreprises « emblématiques » comme Areva ou Bolloré ?

Areva est pour nous une exception, un type d'entreprise française unique : c'est en effet la seule dont les capitaux sont majoritairement publics, qui intervient en Afrique.

Si elle était privatisée, comme il en était question sous Sarkozy, il nous semble qu'elle se rapprocherait du type des entreprises globalisées : la diversification de ses approvisionnements (Kazakhstan, Canada...) fait que des arbitrages sont désormais possibles, même si le Niger représente encore une source importante d'uranium pour elle.

Si la situation y devenait intenable, elle pourrait donc peut-être s'en passer ; mais pour le moment, elle a intérêt à y sécuriser ses positions. **Bolloré**, icône française, c'est un peu l'entreprise en mutation : plus tout à fait une héritière (ses implantations en Afrique dépassent largement le champ d'influence française), pas encore une firme globalisée (les pays du pré carré ont encore trop de poids dans sa stratégie industrielle pour qu'elle puisse prendre le risque de s'en passer).

Cette mutation est-elle un progrès par rapport aux formes « anciennes » de Françafrique ?

Non. Que des multinationales s'affranchissent de toute attache nationale n'est pas une bonne nouvelle, ça ne les rend que plus puissantes. Et

au travers de ces différents exemples, on voit bien que cette typologie est indépendante de la capacité de nuisance pour les populations concernées : de Somdii à Total en passant par Bolloré, toutes ces entreprises sont concernées par des scandales, de graves accusations de pollution et d'atteintes aux droits des travailleurs et des riverains, dans des pays où la corruption est reine parce qu'il y a de puissants corrupteurs. Ça, c'est hélas un invariant de la Françafrique, même si ça ne lui est pas spécifique.

Armée : retour aux fondamentaux

Raphael Granvaud analyse dans la deuxième partie de l'ouvrage l'évolution de la doctrine militaire concernant l'Afrique, ou l'emprise de l'armée française est maintenant justifiée par un discours de « guerre contre le terrorisme », qui permet de revenir sur les quelques promesses de réduction des effectifs et de transparence

Billets d'Afrique : Tu es l'auteur du Dossier Noir intitulé *Que fait l'armée française en Afrique ?* publié en 2009. Pourquoi reprendre cette question seulement 5 ans après ?

Le précédent ouvrage s'intéressait à la manière dont les autorités politiques et militaires françaises ont tenté de conférer une nouvelle légitimité à la présence militaire en Afrique après la période de la guerre froide. A partir du milieu des années 1990, il s'agissait notamment d'élaborer une « nouvelle doctrine » qui repose sur les principes suivants : multilatéralisme

(européen et africain) des interventions, conformité au « droit international » par obtention d'un mandat de l'ONU, et transparence accrue en matière de coopération militaire. Le livre ne se contentait pas de faire la genèse de cette « nouvelle doctrine », mais examinait dans le détail les opérations menées pendant cette période pour confronter les discours et la réalité. Non seulement les principes de cette « nouvelle doctrine » ne constituaient nullement un obstacle à la poursuite de l'ingérence française, mais par ailleurs il s'agissait surtout d'une question d'image, tandis que les vieilles méthodes, parfois criminelles, la diplomatie parallèle et les intérêts pas toujours avouables étaient loin d'avoir disparu.

Et ce n'est plus le cas ?

Si, ces analyses restent pertinentes. Par exemple, les interventions françaises en Libye et en Côte d'Ivoire sous Sarkozy ont bien montré le rapport d'instrumentalisation de la diplomatie française à l'égard de l'ONU, et l'interprétation très élastique qu'elle peut faire de ses résolutions quand ça l'arrange. Dans le cas de l'opération Serval déclenchée par Hollande, les justifications juridiques ont été encore plus spécieuses, et tout le monde sait aujourd'hui que les motivations généreuses qui ont été avancées cachaient aussi une défense des intérêts tricolores (ressortissants français au Mali, uranium du Niger) et un jeu trouble des services secrets français avec la rébellion du MNLA dans le dos des autorités maliennes. Ce qui est nouveau en revanche, c'est l'officialisation de la rhétorique de la guerre contre le terrorisme comme justification principale au maintien de la présence militaire française en Afrique.

Avec l'opération Serval au Mali ?

C'est à ce moment-là qu'elle s'exprime le plus clairement, quand la France désigne tous les groupes islamistes radicaux agissant au Nord du Mali sous l'appellation de « terroristes » qu'il s'agit de « détruire », selon le mot de Hollande (alors que certains de leurs membres sont aujourd'hui redevenus des interlocuteurs fréquentables...). Mais l'apparition de ce discours remonte en réalité un peu plus loin. De même que l'opération secrète « Sabre » des forces spéciales dans le Sahel est lancée en 2008-2009 pour préparer la future opération Serval, c'est semble-t-il François Fillon qui annonce le premier que la France est « en guerre contre Al Qaïda » en 2010, au lendemain d'une opération infructueuse franco-mauritanienne en territoire malien et au décès de l'otage français Michel Germaneau.

En quoi l'opération Serval a-t-elle infléchi la politique militaire de la France en Afrique ?

Elle s'est déroulée alors qu'un nouveau Livre Blanc de la défense était en cours de rédaction, et ce fut du pain béni pour les militaires attachés aux expéditions néocoloniales en Afrique. Ce document définit des « zones prioritaires pour la défense et la sécurité » où la France pourra être amenée à s'engager, qui correspondent à un recentrage sur le « pré carré » traditionnel par rapport au précédent Livre Blanc de 2008, avec une forte attention accordée à la zone sahélo-saharienne. Parallèlement, même si les principes de la « nouvelle doctrine » ne sont pas abandonnés, ils font l'objet d'une relativisation et la France réaffirme sa volonté d'agir « de façon autonome ». Le succès militaire apparent de l'opération Serval et l'accueil favorable qu'elle a reçu ont renforcé la prétention de la France à

intervenir où bon lui semble, parfois avec un optimisme béat, comme on l'a vu lors de la dernière opération en Centrafrique, sur laquelle notre livre donne également quelques premiers éléments d'appréciation. Au niveau des moyens de cette politique, le Livre Blanc de la Défense a été suivi d'une loi de programmation militaire qui consacrait notamment un renforcement important des forces spéciales. Enfin la diminution, même relative, des bases militaires françaises en Afrique n'était plus d'actualité, au contraire. On a par exemple rouvert la base d'Abidjan et multiplié les implantations dans la zone Sahélienne.

C'est l'opération Barkhane annoncée cet été?

Oui, c'est une véritable réorganisation du dispositif militaire français pour la « guerre contre le terrorisme » en Afrique. Il s'agit de pouvoir agir rapidement et de manière flexible, indépendamment des frontières ou des autorités locales, et dans l'impunité la plus totale. Trois mille soldats sont actuellement répartis sur cinq pays (Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso et Mauritanie), mais Le Drian a officiellement annoncé la possibilité de « monter vers la



frontière libyenne » (où les forces spéciales font déjà des incursions d'après des sources proches de l'armée), puisqu'il s'agit apparemment de la prochaine intervention à laquelle on tente de préparer les esprits.

Entre la présidence de Nicolas Sarkozy et celle de François Hollande, peu-t-on noter des inflexions ?

Alors que le penchant atlantiste de Sarkozy est bien connu, c'est paradoxalement sous François

Hollande que la reprise des thèmes des néoconservateurs et la collaboration avec les militaires américains dans la « guerre contre le terrorisme » s'est affichée de la manière la plus décomplexée. De même, alors que Nicolas Sarkozy avait concédées promesses de « transparence » (certes relatives et non tenues) en matière de coopération militaire, on est désormais revenu aux accords secrets négociés dans la plus grande discrétion au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais sur le fond de la politique menée, il n'y a aucune rupture, et le résultat risque malheureusement d'être à l'image des autres interventions occidentales qui prétendaient éradiquer le terrorisme en Afghanistan, en Somalie ou ailleurs et n'ont fait que renforcer ceux qu'elles prétendaient combattre...

Les entretiens des trois auteurs sont extraits du numéro d'octobre de Billets d'Afrique et d'ailleurs.

Dessin, mur de Bamako, 2014. Crédit CC. Survie.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DE NOS ANALYSES,
CHAQUE MOIS DANS
BILLETS D'AFRIQUE



VI ALLER PLUS LOIN

LE LIVRE :

Ces textes (interviews et introduction) vous permettent en quelques minutes de poser le débat : pourquoi parler de la Françafrique en 2014 ? En quoi a-t-elle changé ?

- **Billets d'Afrique**, septembre + octobre 2014

- **Billets d'Afrique**, octobre 2014 : Interviews de Fabrice Tarrit. Thomas Noiro, Raphael Granvaud

- **Survie.org : Encore la Françafrique ?** Introduction à l'ouvrage
<http://survie.org/francafrique/article/encore-la-francafrique-4768>

BIBLIOGRAPHIE

Ces ouvrages plus anciens décryptent également la Françafrique. Le nouveau livre permet de donner une grille réactualisée, mais n'enlève rien à la qualité des précédents livres ! On vous recommande :

- **La Françafrique, Le plus long scandale de la République**, de François-Xavier Verschave, 1998.

- **Au mépris des peuples**, de François-Xavier Verschave et Philippe Hauser, La Fabrique.
- **Que fait l'armée française en Afrique ?** Raphael Granvaud, Dossier Noir, Agone, 2009.

VIDEOS

En quelques extraits vidéos, l'interview d'une intellectuelle africaine comme Aminata Traoré, ou encore le discours d'un François Hollande candidat à l'élection présidentielle qui affirme vouloir détruire la Françafrique, pourquoi la Françafrique reste d'une telle actualité en 2014.

- La Françafrique, qu'est-ce que c'est, vidéo de Survie de 2006 <https://www.youtube.com/watch?v=-jPG-jrKxLs>
- Discours (40') de François Hollande de 2011 sur « les miasmes de la Françafrique » <https://www.youtube.com/watch?v=FmH6pEldZJA>
- Interview d'Aminata Traore <https://www.youtube.com/watch?v=92C-S-By3kg>
- Interview de Laurent Fabius « la Françafrique c'est fini » <https://www.youtube.com/watch?v=YlgxvDWiWCI> et sur la « diplomatie globale » <https://www.youtube.com/watch?v=3tr2P65RVA8&feature=youtu.be>

L'ASSOCIATION SURVIE

Survie est une association loi 1901 qui a trois objectifs principaux :

- ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme),
- combattre la banalisation du génocide
- réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux.

Elle mène depuis 30 ans des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud. L'association fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

- Survie compte 1500 adhérents et milite via 25 groupes locaux dans toute la France.
- Son bulletin mensuel d'information alternative sur les avatars de la politique de la France en Afrique, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, est disponible sur abonnement et est diffusé en France et en Afrique.

SIEGE NATIONAL DE SURVIE : 107 BOULEVARD DE MAGENTA 75010 PARIS

Tél : 01 44 61 03 25 / ophelie.latil@survie.org / www.survie.org

Suivez-nous sur Twitter @Survie / Rejoignez Facebook.com/surviefrance

